

Immigration au Luxembourg

La notion de « migration » est actuellement un sujet à la mode, décliné non seulement au niveau de la recherche scientifique, mais aussi au niveau culturel. Un des cinq piliers thématiques de la capitale européenne de la culture s'articule en effet autour de la notion de « migrations », l'exposition « Retour de Babel » en étant l'événement phare. Parallèlement à cette exposition, d'autres manifestations culturelles sur le sujet ont eu lieu et plusieurs expositions peuvent encore se visiter.

Face à ces manifestations censées attirer un large public, plusieurs ouvrages ont été publiés, soit au Luxembourg, soit par des auteurs travaillant au Luxembourg. Les quatre ouvrages analysés ici ont en commun le sujet de l'« immigration », mais divergent sur le contenu et la méthode : deux ouvrages rassemblent les actes de colloques, *Traces de mémoire, mémoires des traces* et *L'Immigration au Luxembourg, et après ?*, l'un porte sur le *Processus d'intégration des immigrés en Europe* et, enfin, le dernier ouvrage est le résultat d'une recherche en sociologie intitulée *Migration und Identität*, dont le sous-titre, *Portugiesische Frauen in Luxemburg*, cerne l'objet de recherche.

Le colloque international *Traces de mémoire, mémoires des traces* s'est tenu au Luxembourg en mai 2006 et avait pour objet la mémoire de la présence italienne au Luxembourg et dans la Grande Région. Le colloque ayant donné lieu à la publication de *L'Immigration au Luxembourg, et après ?*, organisé par l'Institut d'études européennes et internationales du Luxembourg, s'est tenu quant à lui en juin 2004 et s'est concentré sur des problèmes plus actuels du phénomène migratoire au Luxembourg, en mettant l'accent sur les interrelations entre population, économie et cohésion sociale. Mis à part le fait de s'intéresser à

l'immigration au Luxembourg, ces deux actes de colloques ont en commun une approche interdisciplinaire permettant pour le premier de réunir réflexions théoriques (Sonja Kmec) et témoignages (Sylvain Tarantino, Salvatore Vella, et dans une certaine mesure, la contribution d'Umberto Vidali), et pour le second, des visions et analyses parfois divergentes et cependant complémentaires. L'ouvrage de la sociologue et déléguée aux questions féminines à l'Université du Luxembourg, Christel Baltes-Löhr, est le fruit d'une étude sociologique basée sur des interviews qualitatives menées avec 28 femmes d'origine portugaise et issues de différents milieux sociaux vivant au Luxembourg. Adoptant une approche théorique résolument postmoderne et une méthode qualitative, cette étude a le mérite de se consacrer à la gent féminine de la communauté portugaise, communauté sur laquelle les études scientifiques au Luxembourg ne se font encore que trop rarement. Cet ouvrage peut ainsi être qualifié d'innovatif pour le monde scientifique luxembourgeois. Enfin, la dernière publication dont il est question dans cet article est un essai, un point de vue personnel, comme le dit l'auteur lui-même, sur la complexité et les défis du *Processus d'intégration des immigrés en Europe*.

Lorsqu'on aborde le sujet des migrations, plus spécifiquement ici de l'immigration, on se heurte toujours au problème de la définition de l'immigré, et plus encore de l'étranger. Si, en politique, les définitions, droits et devoirs de l'immigré, et plus encore du demandeur d'asile, semblent changer de législation en législation, le scientifique doit bien pouvoir cerner son objet de recherche et trouver une appellation compréhensible pour un public le plus large possible. On apprend ainsi d'emblée en introduction de *L'Immigration au Luxembourg, et après ?* que la notion d'immigré ou d'étranger n'est en fait pas un terme approprié parce qu'il stigmatise, mais faute de mieux, il est utilisé puisqu'il n'y a pas de « vocabulaire alterna-

Fabienne Lentz

Traces de mémoire, mémoire des traces. Parcours et souvenirs de la présence italienne au Luxembourg et dans la Grande Région. Luxembourg, CIELI, 2007, 248 p., ISBN 978-2-919940-12-7

Fabienne Lentz prépare une thèse de doctorat sur l'immigration italienne au Luxembourg dans le cadre du projet de recherche « Kollektive Erfahrung, intergenerationelle Erinnerung und Identitätskonstruktion in Luxemburg » (LUX-ID).

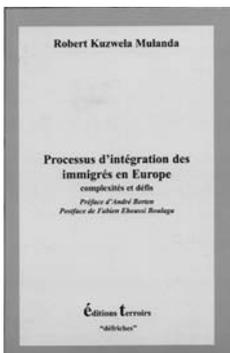




L'Immigration au Luxembourg, et après ? Edité par Serge Allegrezza, Mario Hirsch et Norbert von Kunitzki, Institut d'études européennes et internationales du Luxembourg, Dutch University Press, 2007, 216 p., ISBN 978-90-3610-073-1



Christel Baltes-Löhr, Migration und Identität. Portugiesische Frauen in Luxemburg, Frankfurt a. M. u. London, IKO –Verlag für Interkulturelle Kommunikation, 2006, 428 S., ISBN 978-3-88939-839-0



Robert Kuzwela Mulanda, Processus d'intégration des immigrés en Europe. Complexités et défis, Yaoundé, Editions Terroirs, coll. Défriches, 2007, 291 p., ISBN 978-995-646401-2

tif suffisamment accepté ». La notion d'immigré semble en effet mal appropriée, tout particulièrement dans la société luxembourgeoise où, selon Sylvain Besch et Michel Legrand se référant à l'étude Baleine¹, plus de 45 % des *Luxembourgeois* ont des origines étrangères. Serge Allegrezza met l'accent sur la différence entre migrant intra-européen et immigrés venus de pays non-membres de l'Union, très minoritaires au Luxembourg, mais seuls concernés par la politique d'immigration. Quant à Robert Kuzwela Mulanda, chercheur au Sesopi-Centre intercommunautaire, il s'essaie dans *Processus d'intégration des immigrés en Europe* à une définition précise de l'étranger pour les besoins de son hypothèse qui se cristallise autour de l'idée de « co-inclusion ». Ainsi, l'étranger est défini comme ne parlant pas la langue du pays hôte, ayant une culture autre et par là des visions et points de vue différents et, enfin, n'ayant pas la religion chrétienne. Une telle approche semble très restrictive, la majorité des migrants (au Luxembourg du moins) ne correspondant en effet pas à cette définition. L'élément religieux est d'ailleurs un des piliers thématiques de l'essai de l'auteur, e. a. docteur en philosophie et lettres et diplômé en théologie. Pour l'analyse théorique de la problématique, nombreuses sont les citations d'auteurs à formation théologique ; les solutions proposées par l'auteur sont, elles, imbues de *valeurs chrétiennes*. Ne citons qu'un exemple : prise en charge des familles immigrées par des familles autochtones lors des premiers mois après l'arrivée.

N'ayant pas comme sujet la recherche de solutions face à l'intégration des immigrés, *Migration und Identität* ne se limite pas une analyse d'interviews qualitatives, mais offre bien plus qu'un aperçu de concept et théories postmodernes sur la recherche en matière d'immigration, d'identités et des sciences sociales en général. L'étude présentée par Christel Baltes-Löhr porte sur l'influence que le processus migratoire a sur les sentiments d'« appartenance ethnique » et sur les rapports entre les sexes (*Geschlechterverhältnis*). L'application des théories postmodernes ainsi que l'analyse des histoires migratoires vécues et racontées par les femmes portugaises interviewées amènent l'auteur à dépasser les théories et schémas existants pour en proposer de nouveaux, capables de mieux cerner l'évolution des formes de migration et des rapports aux genres.

Cette étude, bien que spécifiquement axée sur la gent féminine, est un des premiers travaux scientifiques consacrés à l'immigration portugaise au Luxembourg. Concernant l'immigration italienne, les publications scientifiques sont plus nombreuses – bien qu'il reste des champs à explorer –, cette immigration étant d'ailleurs déjà vieille de plus ou moins cent ans. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles les organisateurs du colloque *Traces de mémoire, mémoire des traces* ont décidé de dédier les travaux aux souvenirs et aux traces de

la présence italienne, à ce qui reste d'un temps apparemment révolu. Mais pas si révolu que cela, si l'on considère que sur les quinze contributions, cinq sont en langue italienne. Bien que le colloque ait eu lieu dans le contexte d'un projet de recherche de la section des Lettres italiennes de l'Université du Luxembourg, on peut s'étonner que ces textes n'aient pas été traduits. L'emploi naturel de l'italien est peut-être un signe que la présence italienne au Luxembourg ne se limite pas à des traces et à des souvenirs... En introduction, Claudio Cicotti met d'ailleurs l'accent sur le fait que 25 % de la population luxembourgeoise déclare bien parler la langue italienne.

Mais venons-en aux souvenirs, à la mémoire, aux traces qui pour certaines disparaissent, alors que la langue semble continuer à vivre. Les disciplines et approches pour saisir la problématique sont différentes et les résultats des recherches montrent bien souvent qu'il existe des histoires, ou des faits, qui n'ont ni intégré l'histoire avec un grand H, ni la mémoire collective, mais qui restent cependant présents dans les souvenirs individuels ou laissent des traces dans des archives pas encore ou peu exploitées. Une partie des articles se concentre sur les liens entre histoire, mémoire et fiction (Sonja Kmec, Sabina Gola et Jean Portante), soulignant leur complexité, l'influence qu'elles ont l'une sur l'autre et les confusions qu'elles peuvent engendrer.

La langue et la traduction, en tant qu'élément permettant de faciliter « l'intégration » des étrangers, tiennent une grande place dans les idées développées par Robert Kuzwela Mulanda. L'importance de la traduction réside, selon l'auteur, dans sa fonction charnière, ou de transfert des pensées, malgré son caractère provisoire et jamais fidèle. Dans le souci d'atteindre la « co-inclusion », la traduction est insuffisante et il ne suffit pas d'apprendre la langue du pays hôte aux immigrés à travers l'enseignement scolaire : il faudrait que les « autochtones » s'intéressent eux aussi aux langues des étrangers. Cet accès mutuel à l'autre permettrait une compréhension de ce que représentent les différences qui font qu'on se qualifie les uns les autres comme étrangers.

J'ai déjà évoqué plus haut le caractère que je qualifie de *chrétien* des idées développées par Robert Kuzwela Mulanda. Tout au long de son essai, on ressent une critique latente qui, parfois, est formulée très concrètement à l'égard de la société actuelle, mondialisée et centrée sur l'individu. Les propositions de l'auteur vont à l'encontre de cet état des choses, mais je me permets de douter qu'elles puissent aboutir justement à cause de l'importance de l'individualité dans cette société. On peut ainsi se demander s'il faut remettre en cause la société, les politiques d'immigration ou, peut-être, plus généralement, revoir les approches quant au phénomène migratoire.

C'est ce que j'ai cru entre-apercevoir – pour le Luxembourg – dans certains articles de *L'Immigration au Luxembourg, et après*¹, titre qui annonce un regard tourné vers le futur. Les approches économique, démographique et sociétale permettent d'élargir la notion d'immigrés pour y introduire les milliers de frontaliers qui chaque jour viennent travailler au Luxembourg. A cet élargissement du débat s'ajoute la critique de Michel Pauly adressée à ceux qui mettent en parallèle les débuts de l'immigration avec l'industrialisation (sidérurgique) du pays, négligeant ainsi de mentionner d'autres secteurs industriels et d'autres formes de migration que celles liées à la sidérurgie.

En liant immigration, démographie et économie, les articles – et calculs – de Jean Langers et de Sylvain Besch et Michel Legrand démontrent que l'immigration et/ou la main-d'œuvre frontalière est nécessaire à l'économie luxembourgeoise envisagée dans le sens de la sauvegarde du niveau de vie et de la croissance. Dans ce sens, le représentant du patronat Pierre Bley plaide pour un assouplissement des procédures envers les immigrés venant des pays ayant adhéré récemment à l'Union européenne.

Les idées développées dans les quatre ouvrages et les recherches entamées et à approfondir abordées dans un grand nombre d'articles des deux colloques ne peuvent pas toutes être citées ici. J'aimerais juste m'attarder sur les identités – individuelles, nationales ou collectives –, qui se présentent comme un corollaire nécessaire dès que l'on parle d'immigration et se déplacent parfois jusqu'au centre du débat. Les femmes interviewées par Christel Baltes-Löhr parlent du rôle de leur migration en évoquant leur identité, leur sentiment d'appartenance ou d'« ethnicité ». Au niveau national, l'extrême droite, que ce soit en France, comme le décrit Robert Kuzwela Mulanda, ou au Luxembourg, décrit par Lucien Blau dans *Traces de mémoire, mémoire des traces*, avance des arguments sur le danger que les immigrés constituent pour l'identité nationale.

Toute réflexion faite, si l'on peut considérer que le débat autour du thème général de la migration est moderne, il est surtout nécessaire, notamment pour prévenir la xénophobie. Il est nécessaire, parce que les données ont changé. Au niveau de la recherche, de nouvelles théories et méthodes sont développées ; les formes ou causes de la migration ont évolué et semblent se multiplier ; la mondialisation et l'élargissement progressif de l'Union européenne nécessitent de repenser les politiques de l'immigration, sans oublier les sans-papiers ou les demandeurs d'asile, dont les conditions de vie ne sont pas acceptables et empêchent la projection dans le futur.

Vers une politique culturelle européenne. Bilan et perspectives.

Conférence donnée le 18 décembre 2007, de 19 à 20 h 30,
par Raymond Weber, chef d'unité Perspectives de développement
à moyen et à long terme, OCDE

Lieu : Université du Luxembourg, Campus Limpertsberg
162A, avenue de la Faiënerie, L-1511 Luxembourg

Erfolg im Kampf gegen Hunger

Index der Welthungerhilfe in Berlin vorgestellt

Im Kampf gegen Unterernährung sind dem Welthunger-Index 2007 zufolge in den vergangenen Jahren Fortschritte erzielt worden. Rund ein Drittel von 91 Entwicklungsländern sei auf „gutem“ Weg, die Millenniumsziele zur Halbierung des Hungers bis 2015 zu erreichen, heißt es in der Studie des Internationalen Forschungsinstituts für Ernährungspolitik (IFPRI) in Washington, die in Berlin vorgestellt wurde. Ein gutes weiteres Drittel mache zwar ebenfalls Fortschritte, aber zu langsam. In 25 Prozent der Länder, vor allem im südlichen Afrika, habe sich die Situation verschlechtert.

Der Index wurde im Auftrag der Deutschen Welthungerhilfe zum zweiten Mal erstellt. Er misst die Indikatoren Kindersterblichkeit, Untergewicht und Unterernährung und zeigt Verbesserungen, aber auch Rückschläge auf. Viele Entwicklungen seien zwar ermutigend, sagte die Vorsitzende der Welthungerhilfe, Ingeborg Schäuble. Dennoch gehe weltweit noch immer einer von sieben Menschen hungrig zu Bett.

Dem Index zufolge hungern in den afrikanischen Krisenländern Burundi, Eritrea und Kongo nach wie vor die meisten Menschen. Die Länder in Afrika südlich der Sahara seien weiterhin Brennpunkte von Unterernährung. Zwar hätten Mosambik, Ghana, Malawi und auch Äthiopien den Welthunger-Index seit 1990 deutlich senken können. Nach dem Trend könnten jedoch nur 6 von 42 Ländern die Millenniumsziele bei der Bekämpfung des Hungers erreichen.

Dagegen seien Länder wie Kuba und Peru, Indonesien und Vietnam auf Kurs, den Hunger zu halbieren und die Kindersterblichkeit zu senken, hieß es weiter. Anders sehe es wiederum in Südasiens aus. Die ärmsten Bevölkerungsschichten profitieren dort kaum von dem Wirtschaftsboom. Zugleich zeigt der Index auch einen Zusammenhang zwischen dem niedrigen sozialen Status von Frauen und Unterernährung. So seien in Indien, Nepal, Bangladesch und Pakistan insgesamt 44 Prozent der Kinder mangelernährt, weil ihre Mütter bei der Essensverteilung benachteiligt werden.

Mit ihrem Projekt „Millenniumsdörfer“ versucht die Welthungerhilfe aufzuzeigen, wie Hunger, Armut und Kindersterblichkeit zurückgedrängt werden können. In 15 Dorfgemeinschaften in Afrika, Asien und Lateinamerika seien auf dem Weg der Hilfe zur Selbsthilfe bereits große Fortschritte erzielt worden. Das Projekt zeige, dass mit ausreichend finanziellen Mitteln und dem Willen zur Eigeninitiative viel erreicht werden könne, so Ingeborg Schäuble. Sie forderte das Bundesentwicklungsministerium auf, in die ländliche Entwicklung zu investieren. Mit rund 577 Millionen Euro gingen nur sieben Prozent der Entwicklungshilfe in ländliche Regionen.

(Ruth Ponds, *Publik-Forum* 20, 2007)

¹ Le sondage *Baleine*, cahier RED, Sesopi-Centre intercommunautaire, 1998